BRE/zü

Le 5 septembre 1978

Note à Monsieur le Chef du Département

NAMIBIE

Accompagné de M. Brunner, j'ai rendu successivement visite hier aux Conseillers fédéraux Furgler, Chevallaz et Honegger pour m'entretenir du problème de la Namibie, qui sera soulevé au Conseil fédéral dans sa séance du 6 septembre 1978.

Voici les impressions recueillies :

Conseiller fédéral Furgler accueille notre proposition d'une manière très positive. Serait même enclin à aller au-delà et à faire prendre au Conseil fédéral une décision de principe de participer à l'opération de l'ONU en Namibie. Très sensible aux précédents évoqués (le Préfet Henri de Porrentruy en Sarre, en 1935/CF Calonder en Haute-Silésie, en 1923). KF a eu l'occasion, au cours de son récent séjour à 'N'de s'entretenir deux fois avec M. Waldheim également du problème de la Namibie; il s'est rendu compte combien M. Waldheim se sentait concerné par cette question. KF dit enfin qu'il serait bon que la Suisse mette une fois à disposition des hommes, plutôt que seulement des moyens financiers.

Conseiller fédéral Chevallaz: positif à l'endroit de notre proposition, estime que c'est dans nos traditions et dans la ligne générale de notre politique étrangère de disponi-



bilité. Dès l'instant que l'Afrique du Sud est d'accord avec ce plan, nous rendons service à tout le monde en y participant. Ne semble pas du tout préoccupé par d'éventuelles incidences financières. En principe, le coût de l'opération sera porté au budget ordinaire des Nations Unies.

Conseiller fédéral Honegger. Se montre plus réservé que ses deux autres collègues et pose beaucoup de questions, auxquelles nous avons pu répondre. Ne voudrait pas que les sondages, auxquels nous autoriserons notre Mission à New York à procéder, ne préjugent une décision définitive du Conseil fédéral à ce propos. Ne voudrait pas que notre participation à cette opération puisse apparaître comme une initiative sortant du cadre habituel de notre politique étrangère. A la fin de la conversation, FH semble plus positif qu'au début, bien qu'encore un peu réticent. A la question de FH pourquoi nous n'attendons pas d'être sollicités par l'ONU, je réponds que c'est une opération qui nous sera bénéfique sur tous les plans et qu'il convient de montrer une certaine disponibilité.

A. Weitnauer